

Rapport financier 2014

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Labelle

Code géographique : 78120

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Claire Coulombe, atteste la véracité du rapport financier

de Labelle pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.
(Nom de l'organisme)

Date 2015-04-21 Signature _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Municipalité de Labelle qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Fondement de l'opinion avec réserve

La Régie intermunicipale des déchets de la Rouge est compris dans le périmètre comptable de la municipalité et, par conséquent, les états financiers de la municipalité aurait dû être consolidés. Si les états financiers de la municipalité avaient été consolidés, l'actif consolidé et le passif consolidé auraient été augmentés de 378 931 \$ et de 248 876 \$ respectivement. Les excédents accumulés consolidés auraient été augmentés de 130 055 \$. L'impact sur les résultats consolidés de l'exercice terminé au 31 décembre 2014 aurait résulté en une augmentation des revenus de fonctionnement consolidés de 159 403\$, une augmentation des dépenses de fonctionnement consolidées de 139 788 \$ et une augmentation des dépenses d'investissement consolidées de 10 741 \$.

Opinion avec réserve

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe "Fondement de l'opinion avec réserve", les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Labelle au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Labelle inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S15, S16, S23 et S25 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Par

Caroline Richer, CPA auditeur, CA
Mont-Laurier, Québec

DATE 2015-04-13

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014		Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	4 344 229	4 321 622			4 321 622	4 317 049
Compensations tenant lieu de taxes	2	129 600	131 356			131 356	130 423
Quotes-parts	3						
Transferts	4	182 999	217 756			217 756	516 731
Services rendus	5	220 389	234 869			234 869	134 939
Imposition de droits	6	181 300	259 797			259 797	239 879
Amendes et pénalités	7	30 000	35 315			35 315	53 017
Intérêts	8	63 500	79 399			79 399	82 089
Autres revenus	9	95 000	120 084			120 084	170 024
	10	5 247 017	5 400 198			5 400 198	5 644 151
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	1 071 467	933 909			933 909	124 566
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15						130 826
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	1 071 467	933 909			933 909	255 392
	18	6 318 484	6 334 107			6 334 107	5 899 543
Charges							
Administration générale	19	791 438	673 078	18 673		691 751	923 422
Sécurité publique	20	577 822	570 444	55 243		625 687	646 150
Transport	21	1 180 345	1 311 696	375 582		1 687 278	1 792 151
Hygiène du milieu	22	656 757	684 999	307 764		992 763	989 828
Santé et bien-être	23	14 000	15 260			15 260	14 717
Aménagement, urbanisme et développement	24	319 801	276 371	24 925		301 296	301 496
Loisirs et culture	25	706 272	626 978	82 656		709 634	773 956
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	130 917	141 902			141 902	166 000
Amortissement des immobilisations	28	873 839	864 843	(864 843)			
	29	5 251 191	5 165 571			5 165 571	5 607 720
Excédent (déficit) de l'exercice	30	1 067 293	1 168 536			1 168 536	291 823

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 067 293	1 168 536	291 823
Moins: revenus d'investissement	2 (	1 071 467 ) (	933 909 ) (	255 392)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(4 174)	234 627	36 431
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	873 839	864 843	839 057
Produit de cession	5			625
(Gain) perte sur cession	6			(625)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	873 839	864 843	839 057
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	436 890 ) (	538 578 ) (	609 834)
	18	(436 890)	(538 578)	(609 834)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	97 400 ) (	64 064 ) (	58 604)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	10 000	32 434	55 261
Excédent de fonctionnement affecté	21		1 867	7 509
Réserves financières et fonds réservés	22	(345 375)	5 986	(134 180)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(432 775)	(23 777)	(130 014)
	26	4 174	302 488	99 209
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		537 115	135 640

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	1 071 467	933 909	255 392
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	)	)	( 4 109)
Sécurité publique	3 (	)	19 500)	(49 892)
Transport	4 (	357 000)	41 577)	(181 342)
Hygiène du milieu	5 (	160 000)	70 246)	(45 416)
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	111 750)	52 586)	(47 324)
Loisirs et culture	8 (	1 732 000)	1 756 847)	(247 715)
Réseau d'électricité	9 ()))
	10 (	2 360 750)	1 940 756)	(575 798)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 ()))
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 ()))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13		868 244	388 837
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	97 400	64 064	58 604
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15		66 981	36 769
Excédent de fonctionnement affecté	16			56 583
Réserves financières et fonds réservés	17		8 212	165 541
	18	97 400	139 257	317 497
	19	(2 263 350)	(933 255)	130 536
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(1 191 883)	654	385 928

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	1 347 553	1 338 108	1 340 395
Charges sociales	2	360 104	355 826	376 857
Biens et services	3	1 930 352	1 839 083	2 241 467
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	128 417	141 871	164 693
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	2 500	31	1 307
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	521 026	536 340	530 657
Autres	10		9 106	6 838
Autres organismes	11	87 400	80 363	106 449
Amortissement des immobilisations	12	873 839	864 843	839 057
Autres				
-	13			
-	14			
-	15			
	16	5 251 191	5 165 571	5 607 720

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Revenus				
Taxes	1	4 344 229	4 321 622	4 317 049
Compensations tenant lieu de taxes	2	129 600	131 356	130 423
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 360 355	1 151 665	641 297
Services rendus	5	114 500	234 869	134 939
Imposition de droits	6	181 300	259 797	239 879
Amendes et pénalités	7	30 000	35 315	53 017
Intérêts	8	63 500	79 399	82 089
Autres revenus	9	95 000	120 084	300 850
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	6 318 484	6 334 107	5 899 543
Charges				
Administration générale	12	809 229	691 751	923 422
Sécurité publique	13	628 696	625 687	646 150
Transport	14	1 574 169	1 687 278	1 792 151
Hygiène du milieu	15	962 517	992 763	989 828
Santé et bien-être	16	14 000	15 260	14 717
Aménagement, urbanisme et développement	17	342 415	301 296	301 496
Loisirs et culture	18	789 248	709 634	773 956
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	130 917	141 902	166 000
	21	5 251 191	5 165 571	5 607 720
Excédent (déficit) de l'exercice	22	1 067 293	1 168 536	291 823
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		11 124 631	10 832 808
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		11 124 631	10 832 808
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		12 293 167	11 124 631

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 067 293	1 168 536	291 823
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	2 360 750 ) (	1 940 756 ) (	575 798)
Produit de cession	3			625
Amortissement	4	873 839	864 843	839 057
(Gain) perte sur cession	5			(625)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(1 486 911)	(1 075 913)	263 259
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(21)	(1 402)
Variation des autres actifs non financiers	10		4 430	(79 644)
	11		4 409	(81 046)
	12	(419 618)	97 032	474 036
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(419 618)	97 032	474 036
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(2 215 828)	(2 689 864)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(2 215 828)	(2 689 864)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(2 118 796)	(2 215 828)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	1 597 634	619 408
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	2 360 862	1 587 138
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	13 756	15 525
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	3 972 252	2 222 071
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	1 048 814	483 449
Revenus reportés (note 12)	13	3 554	36 099
Dette à long terme (note 13)	14	5 038 680	3 918 351
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	6 091 048	4 437 899
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(2 118 796)	(2 215 828)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	14 297 837	13 221 924
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	2 161	2 161
Stocks de fournitures	20	33 638	33 617
Autres actifs non financiers (note 17)	21	78 327	82 757
	22	14 411 963	13 340 459
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	12 293 167	11 124 631

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 168 536	291 823
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	864 843	839 057
Autres			
-	3		(625)
-	4		
	5	2 033 379	1 130 255
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(773 724)	193 830
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	565 365	92 573
Revenus reportés	9	(32 545)	25 234
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	1 769	9 127
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(21)	(1 402)
Autres actifs non financiers	13	4 430	(79 644)
	14	1 798 653	1 369 973
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(1 940 756)	(575 798)
Produit de cession	16		625
	17	(1 940 756)	(575 173)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22		
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	1 700 000	461 852
Remboursement de la dette à long terme	24	(579 671)	(649 146)
Variation nette des emprunts temporaires	25		(148 280)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		4 767
Autres			
-	27		
-	28		
	29	1 120 329	(330 807)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	978 226	463 993
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	619 408	155 415
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	1 597 634	619 408

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité est constituée en vertu du Code Municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Les recettes et dépenses sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

C) Actifs financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est essentiellement déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective à compter de leur date de mise en service selon la méthode linéaire sur les durées suivantes :

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	10 à 40 ans
Améliorations locatives	15 ans
Véhicules	8 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 20 ans

L'amortissement des immobilisations en cours sera établi à partir de la date du transfert de l'immobilisation en cours à la catégorie d'immobilisation appropriée.

E) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilités ont été respectés par la Municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service, à partir des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2014 selon la méthode de la valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir aux fins de taxation.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir aux fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur le montant présenté au titre des actifs et des passifs, sur l'information fournie à l'égard des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers et sur le montant présenté au titre des produits et des charges au cours de la période considérée. Ces estimations sont révisées périodiquement et des ajustements sont apportés au besoin aux résultats de l'exercice au cours duquel ils sont connus.

Les principales estimations portent sur la dépréciation des actifs financiers, sur la durée de vie utile des immobilisations corporelles ainsi que les hypothèses qui sous-tendent le calcul des obligations au titre de prestations de retraite et l'actif au titre des avantages sociaux futurs.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant des comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus, ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	575 498	313 909
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
L'encaisse affectée est constituée des montants suivants:			
Fonds de roulement		93 500 \$	
Réserve financière pour flotte de véhicules		319 291 \$	
Fonds de parc et terrain de jeux		90 647 \$	
Fonds local réservé à la réfection et l'entretien de certaines voies publiques		58 423 \$	
Fonds d'amortissement de la SQAE		13 637 \$	
		<u>575 498 \$</u>	
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	632 862	517 551
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	1 448 846	723 025
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	59 303	108 700
Organismes municipaux	8	113 591	171 775
Autres			
- Droits de mutation	9	57 120	29 959
- Entreprises, organismes, etc.	10	49 140	36 128
	11	<u>2 360 862</u>	<u>1 587 138</u>
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	1 252 101	461 438
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	<u>1 252 101</u>	<u>461 438</u>
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	13 923	108 160
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
7. Placements à long terme		
Placements à titre d'investissement	22	
Autres placements	23	
	24	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25 13 756	15 525
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 () ()	27 () ()
	27 <u>13 756</u>	<u>15 525</u>
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28 153 722	172 818
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31	
Régimes de retraite des élus municipaux	32 13 434	13 213
	33 <u>167 156</u>	<u>186 031</u>
Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.		
9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	
Note		
10. Emprunts temporaires		
La Municipalité dispose d'une marge de crédit de 1 100 000\$ au 31 décembre 2014, le tout porte intérêts au taux préférentiel et est renouvelable le 30 juin 2015		
11. Crédoeurs et charges à payer		
Fournisseurs	37 646 565	178 524
Salaires et avantages sociaux	38 208 670	188 057
Dépôts et retenues de garantie	39 118 560	15 412
Provision pour contestations d'évaluation	40	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	
Autres		
- Intérêts courus sur la DLT	42 45 910	33 131
- Autres frais courus	43 29 109	68 325
-	44	
-	45	
-	46	
	47 <u>1 048 814</u>	<u>483 449</u>
Note		
12. Revenus reportés		
Taxes perçues d'avance	48	
Transferts	49	
Autres		
- Surplus actuariel RREM	50 3 554	7 259
- Pacte rural	51	28 840
	52 <u>3 554</u>	<u>36 099</u>
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

						2014	2013
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,70	3,47	2019	2034	53	4 936 600	3 779 200
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	10,00	10,00	2015	2015	57	18 004	40 084
Organismes municipaux	2,19	2,19	2022	2022	58	44 076	49 067
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres	0,00	0,00	2018	2018	60	40 000	50 000
					61	5 038 680	3 918 351
Frais reportés liés à la dette à long terme					62()	(
					63	5 038 680	3 918 351

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2014</u>			
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>				
2015	64	72	431 900	80	89	33 105	97	465 005
2016	65	73	601 100	81	90	15 213	98	616 313
2017	66	74	632 500	82	91	15 327	99	647 827
2018	67	75	1 777 800	83	92	15 444	100	1 793 244
2019	68	76	1 493 300	84	93	5 564	101	1 498 864
2020 et +	69	77		85	94	17 427	102	17 427
	70	78	4 936 600	86	95	102 080	103	5 038 680
Intérêts et frais accessoires				87(	)		104()
	71	79	4 936 600	88	96	102 080	105	5 038 680

Note

	2014	2013
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	106	(2 118 796)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	
Autres	108	
	109	(2 118 796)
		(2 215 828)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	5 035 815	138	52 252	165		192	5 088 067
Eaux usées	111	6 510 702	139		166		193	6 510 702
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	5 260 941	140	9 515	167		194	5 270 456
Autres	113	979 180	141	19 818	168		195	998 998
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	1 769 250	143	1 765 825	170		197	3 535 075
Améliorations locatives	116	2 289	144		171		198	2 289
Véhicules	117	2 281 293	145	22 902	172		199	2 304 195
Ameublement et équipement de bureau	118	387 718	146	8 519	173		200	396 237
Machinerie, outillage et équipement divers	119	432 857	147	72 728	174		201	505 585
Terrains	120	314 080	148		175		202	314 080
Autres	121		149		176		203	
	122	<u>22 974 125</u>	150	<u>1 951 559</u>	177		204	<u>24 925 684</u>
Immobilisations en cours	123	<u>28 795</u>	151	<u>(10 803)</u>	178		205	<u>17 992</u>
	124	<u>23 002 920</u>	152	<u>1 940 756</u>	179		206	<u>24 943 676</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	1 945 248	153	126 549	180	(52 387)	207	2 124 184
Eaux usées	126	3 482 895	154	162 768	181		208	3 645 663
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	1 772 750	155	266 246	182	(2 677)	209	2 041 673
Autres	128	361 546	156	49 414	183	55 064	210	355 896
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	741 751	158	76 465	185		212	818 216
Améliorations locatives	131	1 375	159	153	186		213	1 528
Véhicules	132	909 177	160	132 420	187		214	1 041 597
Ameublement et équipement de bureau	133	336 423	161	13 501	188		215	349 924
Machinerie, outillage et équipement divers	134	229 831	162	37 327	189		216	267 158
Autres	135		163		190		217	
	136	<u>9 780 996</u>	164	<u>864 843</u>	191		218	<u>10 645 839</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>13 221 924</u>					219	<u>14 297 837</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222	<u>_____</u>					229	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230		
Immeubles industriels municipaux	231		
Autres	232	2 161	2 161
	233	2 161	2 161
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	2 161	2 161
Note			

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236	78 327	82 757
Frais reportés			
-	237		
-	238		
	239	78 327	82 757

Note**Frais payés d'avance**

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice pour des services dont la municipalité bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la municipalité bénéficiera des services acquis.

18. Obligations contractuelles

La Municipalité s'est engagée par baux et par contrats auprès de certains fournisseurs. Le solde des engagements suivant ces baux et contrats s'établit à 1 057 120 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices sont les suivants :

2015	-	305 151	\$
2016	-	283 129	\$
2017	-	271 792	\$
2018	-	197 048	\$
2019	-	0	\$

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

Au cours de l'exercice 2013, la Municipalité a cautionné un prêt de 13 125 \$ pour l'acquisition d'une mule par le Club de ski de fonds de Labelle pour une période de 4 ans, soit jusqu'en octobre 2017. Le solde de ce prêt, au 31 décembre 2014, est de 9 737 \$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

b) Auto-assurance

La Municipalité assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme, conjointement avec un programme de supplément au chômage, pour tous ses employés permanents.

c) Poursuites

N/A

d) Autres

Contestations d'évaluations

Au 31 décembre 2014, il n'y a aucune évaluations contestées. Conséquemment, aucune provision n'est comptabilisée.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme.

22. Instruments financiers**Risques et concentrations**

La Municipalité, par le biais de ses instruments financiers, est exposée à divers risques. L'analyse suivante indique l'exposition et les concentrations de la Municipalité aux risques à la date de l'état de la situation financière, soit au 31 décembre 2014.

Risque de crédit

Les principaux risques de crédit pour la Municipalité sont liés aux débiteurs et sont principalement attribuables aux comptes à recevoir d'entreprises et d'individus. Afin de réduire ses risques de crédit, la Municipalité analyse régulièrement le solde de ses comptes à recevoir et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, en se fondant sur leur valeur de réalisation estimative.

Risque de taux d'intérêt

La Municipalité est exposée au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe et à taux d'intérêt variable, tels que les dettes à court et à long terme. Les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent la Municipalité à un risque de juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.

2014**2013**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

23. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

Encaisse	240	1 597 634	619 408
Découvert bancaire	241	()	()
Placements temporaires	242		
<i>Ajouter</i>			
-	243		
-	244		
-	245		
-	246		
<i>Déduire</i>			
-	247	()	()
-	248	()	()
-	249	()	()
-	250	()	()
-	251	()	()
-	252	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	253	1 597 634	619 408

Note

La municipalité présente dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible ainsi que les placements temporaires d'une durée de moins de 3 mois s'il y a lieu. L'emprunt bancaire représentant la marge de crédit n'est pas inclus dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, il est considéré comme une activité de financement.

24. Incertitude relative à la mesure

Estimation de l'impact du partage du déficit des participants actifs

Suite aux modifications apportées par la Loi 3 sur les régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal, la municipalité devait estimer le montant de déficit antérieur au 1er janvier 2014 qui serait assumé par les participants actifs. Cette opération aura pour effet de réduire l'obligation de la municipalité au titre des prestations constituées. Selon l'évaluation actuarielle du 31 décembre 2013, un montant total de 223 800 \$ de déficit est attribuable aux participants actifs. Le montant exact qui sera assumé par les participants actifs sera déterminé suite aux discussions à venir dans la prochaine année. L'impact sur les résultats de la municipalité devrait être minime compte tenu qu'il existe suffisamment de pertes actuarielles pour couvrir le gain potentiel pour la municipalité suite à ces modifications. Advenant le cas où l'impact suite aux modifications pour la municipalité soit plus grand que le solde des pertes actuarielles au 31 décembre 2014, la résultante sera comptabilisée aux livres de la municipalité quand les règles seront fixées par les deux parties.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 898 505	589 294
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 899 238	786 815
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 () ()	() ()
Financement des investissements en cours	4 (17 996)	(18 650)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 10 513 420	9 767 172
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 12 293 167	11 124 631
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Égout	8 72 085	48 878
- Eau	9 18 930	17 598
- Budget (projet à venir)	10 223 032	120 950
- Limiteur de portée	11 5 500	5 500
-	12	
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
	17 319 547	192 926
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	18	
-	19	
-	20	
	21	
Réserves financières		
- Véhicules	22 319 286	153 286
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27 319 286	153 286
Fonds réservés		
Fonds de roulement	28 93 500	52 287
Fonds parcs et terrains de jeux	29 90 647	76 757
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30 58 423	19 818
Société québécoise d'assainissement des eaux	31 13 637	11 755
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32 4 198	279 986
Financement des activités de fonctionnement	33	
Autres	34	
-	35	
-	36	
-	37	
	38 260 405	440 603
	39 899 238	786 815

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	
Intérêts sur la dette à long terme	41 () ()	
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()	
Régimes non capitalisés	43 () ()	
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	
Autres	45 () ()	
Régimes non capitalisés	46 () ()	
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()	
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 () ()	
Utilisation du fonds de roulement	49 () ()	
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 () ()	
Autres		
-	51 () ()	
-	52 () ()	
	53 () ()	
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 () ()	
Autre financement	55 () ()	
	56 () ()	
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	57	10 148
Investissements à financer	58 (17 996) ()	28 798)
	59 (17 996)	(18 650)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	60 14 297 837	13 221 924
Propriétés destinées à la revente	61 2 161	2 161
Prêts	62	
Placements à titre d'investissement	63	
Participations dans des entreprises municipales	64	
	65 14 299 998	13 224 085
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	66 5 038 680	3 918 351
Frais reportés liés à la dette à long terme	67	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 (1 252 102) ()	461 438)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 () ()	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 () ()	
	71 3 786 578	3 456 913
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72	
	73 3 786 578	3 456 913
	74 10 513 420	9 767 172

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2014.

La Loi prévoit divers éléments visant les modalités du service antérieur et celles du service postérieur. Sans être une liste exhaustive, voici les principaux changements prévus à la Loi.

Pour le service antérieur :

- Élimination de l'indexation automatique de la rente de retraite et de la prestation additionnelle pour les participants actifs
- Partage du déficit attribuable aux participants actifs entre la municipalité et les participants actifs (portion entre 45 % et 50 % aux participants actifs)
- Suspension possible de l'indexation automatique des rentes des participants retraités à compter de 2017 selon certaines conditions prévues à la Loi (incluant une décision de la municipalité prise à cet effet avec convocation des retraités à une assemblée)

Pour le service postérieur

- Élimination de l'indexation automatique de la rente de retraite et de la prestation additionnelle pour les participants actifs
- Plafonnement de la cotisation d'exercice à 18 % ou 20 % de la masse salariale, selon le groupe d'employés concernés, sujet à certains ajustements haussiers prévus à la Loi.
- Partage à 50 / 50 de la cotisation d'exercice entre les participants actifs et la municipalité
- Partage à 50 / 50 des déficits liés au service postérieur entre les participants actifs et la municipalité
- Mise en place d'un fonds de stabilisation auquel des cotisations d'au moins 10% de la cotisation d'exercice seront versées (parts égales entre les participants actifs et la municipalité)

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Application de la Loi au régime de la municipalité

La municipalité participe à un régime de retraite qui est visé par la Loi qui fera l'objet du processus de négociations dès février 2015. Les incidences de ces modifications pour la municipalité aux résultats de 2014 sont résumées ci-après :

Élimination de l'indexation automatique des rentes de retraite et de la prestation additionnelle des participants actifs:

Cette mesure n'a aucune incidence pour la municipalité puisque le régime ne prévoit aucune indexation automatique des rentes ou prestation additionnelle.

Partage du déficit des participants actifs:

- o Incidence sur le coût des services passés: S.O.
- o Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie: S.O.
- o Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : aucune

Partage du déficit des participants retraités:

Cette mesure n'a aucune incidence pour la municipalité puisque le régime ne prévoit aucune indexation automatique des rentes.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 15 525	24 652
Charge de l'exercice	5 (153 722)	(172 818)
Cotisations versées par l'employeur	6 151 953	163 691
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>13 756</u>	<u>15 525</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 2 672 239	2 460 120
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (2 745 549)	(2 930 728)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (73 310)	(470 608)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 87 066	486 133
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 13 756	15 525
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>13 756</u>	<u>15 525</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 2 672 239	2 460 120
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (2 745 549)	(2 930 728)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (73 310)	(470 608)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 181 011	175 324
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21 <u>181 011</u>	<u>175 324</u>
Cotisations salariales des employés	22 (68 306)	(56 711)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 112 705	118 613
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 37 637	20 397
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>150 342</u>	<u>139 010</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 122 873	136 969
Rendement espéré des actifs	34 (119 493)	(103 161)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 3 380	33 808
Charge de l'exercice	36 <u>153 722</u>	<u>172 818</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 101 095	319 975
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (119 493)	(103 161)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 (18 398)	216 814
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41 109 235	66 565
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 2 672 239	2 460 120
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 4,75 %	5,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 4,75 %	5,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 2,50 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,50 %	3,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
- age de retraite	52 60	60
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2014	2013
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 ()	()
Charge de l'exercice	58 ()	()
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 ()	()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 ()	()

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2014	2013
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
93 Non

	2014	2013
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 94	6	6

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2014	2013
Cotisations des élus au RREM 95	2 897	2 841
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	9 730	9 606
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	3 704	3 607
98	13 434	13 213

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	5 038 680
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	17 996
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	13 637
Débiteurs	8	1 252 101
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	3 790 938
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	
Endettement net à long terme	16	3 790 938
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	291 760
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	4 082 698
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	4 082 698
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

TAXES		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	2 915 806	2 891 565	2 849 323
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	109 791	110 389	89 601
Activités de fonctionnement	3	374 712	378 415	383 232
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	73 562	73 669	134 185
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	3 473 871	3 454 038	3 456 341
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	207 823	206 150	166 641
Égout	11	162 243	162 714	124 119
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	318 096	316 283	318 154
Autres				
-Environnement	14	40 368	40 776	37 847
-Licence pour chien	15	2 400	2 762	2 484
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	13 000	14 514	13 285
Service de la dette	18	126 428	124 385	198 178
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	870 358	867 584	860 708
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	870 358	867 584	860 708
	26	4 344 229	4 321 622	4 317 049

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27 6 000	6 683	6 075
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28 500		520
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30 82 000	82 444	82 444
	31 88 500	89 127	89 039
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32 26 000	24 499	24 445
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34 13 000	15 450	14 727
	35 39 000	39 949	39 172
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40 127 500	129 076	128 211
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41 1 500	1 495	1 577
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42 600	785	635
Taxes d'affaires	43		
	44 2 100	2 280	2 212
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51 129 600	131 356	130 423

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55	30 254	
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	65 485	85 484
Enlèvement de la neige	58	65 485	65 484
Autres	59	8 699	8 565
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	8 330	7 262
Réseau de distribution de l'eau potable	68		15 644
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71	15 000	18 802
Matières recyclables			18 953
Collecte sélective			
Collecte et transport	72		
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84	20 000	
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86	1 865	
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88		
Réseau d'électricité	89		
	90	182 999	217 716
			288 531

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96	100 000	20 000
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	100 667	
Réseau de distribution de l'eau potable	107		52 252
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		10 000
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123	25 000	39 901
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125	845 800	831 756
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	1 071 467	933 909
			124 566

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal	130		
Péréquation	131		
Réorganisation municipale	132		
Neutralité	133		
Diversification des revenus	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Programme d'aide financière aux MRC	136		
Autres	137	40	228 200
	138	40	228 200
TOTAL DES TRANSFERTS	139 1 254 466	1 151 665	641 297

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144	40 000	25 427
Sécurité incendie	145	3 500	6 396
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148	43 500	31 823
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149	2 000	4 011
Enlèvement de la neige	150	2 000	2 961
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154	4 000	6 972
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156	1 322	
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		500
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167	1 322	500
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		1 000
	175		1 000
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité			
	180		
	181	47 500	40 117
			52 352

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	21 000	22 875	28 521
Sécurité publique	183	5 000		9 446
Transport				
Réseau routier	184	108 389	113 038	4 928
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	8 075	27 355	14 365
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	1 000	1 541	1 356
Loisirs et culture	193	29 425	29 943	23 971
Réseau d'électricité	194			
	195	172 889	194 752	82 587
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	220 389	234 869	134 939
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	21 300	18 485	23 050
Droits de mutation immobilière	198	115 000	169 265	169 547
Droits sur les carrières et sablières	199	45 000	72 047	47 282
Autres	200			
	201	181 300	259 797	239 879
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	30 000	35 315	53 017
INTÉRÊTS	203	63 500	79 399	82 089
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			625
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209	74 000	74 150	258 137
Autres contributions	210			
Autres	211	21 000	45 934	42 088
	212	95 000	120 084	300 850

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Budget 2014		Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	122 838	110 413		110 413		116 150
Application de la loi	2	6 812	6 242		6 242		5 843
Gestion financière et administrative	3	474 274	378 377	18 673	397 050		600 398
Greffe	4	125 872	120 344		120 344		142 473
Évaluation	5	54 522	54 466		54 466		55 169
Gestion du personnel	6	7 120	3 236		3 236		3 389
Autres	7						
	8	791 438	673 078	18 673	691 751		923 422
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	387 682	388 603		388 603		386 206
Sécurité incendie	10	171 487	166 695	55 243	221 938		244 912
Sécurité civile	11	4 800					
Autres	12	13 853	15 146		15 146		15 032
	13	577 822	570 444	55 243	625 687		646 150
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	677 310	754 986	375 582	1 130 568		1 175 736
Enlèvement de la neige	15	453 647	507 580		507 580		565 257
Éclairage des rues	16	29 598	27 250		27 250		26 786
Circulation et stationnement	17	4 395	6 415		6 415		10 127
Transport collectif							
Transport en commun	18	15 395	15 465		15 465		14 245
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	1 180 345	1 311 696	375 582	1 687 278		1 792 151

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	Budget 2014		Réalisations 2014		Total	Réalisations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	85 497	86 698	130 210	216 908	230 846
Réseau de distribution de l'eau potable	24	47 217	90 718		90 718	52 703
Traitement des eaux usées	25	55 060	45 334	170 832	216 166	231 228
Réseaux d'égout	26	40 161	37 372		37 372	33 658
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	111 429	98 732		98 732	114 004
Élimination	28	168 089	178 707		178 707	173 249
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	88 433	89 950	4 860	94 810	96 777
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	60 871	57 488	1 862	59 350	57 363
Autres	39					
	40	656 757	684 999	307 764	992 763	989 828
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	14 000	15 260		15 260	14 717
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	14 000	15 260		15 260	14 717
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	208 617	204 030	24 925	228 955	219 767
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	15 796	15 780		15 780	15 651
Tourisme	49	88 388	56 561		56 561	66 078
Autres	50					
Autres	51	7 000				
	52	319 801	276 371	24 925	301 296	301 496

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité					
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	12 714	17 959	28 620	32 496
Patinoires intérieures et extérieures	54	27 188	23 185	23 185	26 747
Piscines, plages et ports de plaisance	55	103 932	86 928	4 534	114 639
Parcs et terrains de jeux	56	204 644	157 704	26 421	195 642
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58				
Autres	59	215 117	195 550	4 126	221 987
	60	563 595	481 326	63 701	591 511
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62	142 677	145 652	18 955	182 445
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65				
	66	142 677	145 652	18 955	182 445
	67	706 272	626 978	82 656	773 956
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
68					
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	69	128 417	141 871		159 926
Autres frais	70				4 767
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71				
Autres	72	2 500	31	31	1 307
	73	130 917	141 902		166 000
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					
	74	873 839	864 843 (	864 843)	

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'immobilisations en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la Municipalité de Labelle (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Par

Caroline Richer, CPA auditeur,CA

DATE 2015-04-13

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		4 335 500
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		<u> </u>
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	13 878	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>	10 <u> </u> 13 878
Revenus de taxes	11		<u> </u> 4 321 622

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes			1	4 321 622
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>4 321 622</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires			5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM			6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		280 468	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		14 514	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation			9	<u> </u>
			10	<u>294 982</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>4 026 640</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2014 ²	1	<u>405 469 700</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2014 ²	2	<u>408 429 800</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>406 949 750</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>4 026 640</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>406 949 750</u>
Taux global de taxation réel de 2014	6	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2014 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	160 000	70 245	3 484
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	242 800	9 515	115 472
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	42 000		
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	12 000	8 212	217 055
Autres infrastructures	11		11 605	7 718
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	111 750	16 065	4 109
Édifices communautaires et récréatifs	14	1 720 000	1 749 760	
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		22 902	36 351
Ameublement et équipement de bureau	18		8 519	7 076
Machinerie, outillage et équipement divers	19	72 200	72 728	155 738
Terrains	20			
Autres	21		(28 795)	28 795
	22	2 360 750	1 940 756	575 798

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		70 245	3 484
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27			340 245
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32		29 332	
Autres immobilisations	33		1 841 179	232 069
	34		1 940 756	575 798

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	3 779 200	1 700 000	542 600	4 936 600
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	40 084		22 080	18 004
Organismes municipaux	4	49 067		4 991	44 076
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6	50 000		10 000	40 000
	7	3 918 351	1 700 000	579 671	5 038 680
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	11 755	3 859	1 977	13 637
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	995 483	(3 859)	179 439	812 185
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	2 449 675	868 244	357 162	2 960 757
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	3 456 913	868 244	538 578	3 786 579
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	461 438	831 756	41 093	1 252 101
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	461 438	831 756	41 093	1 252 101
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	461 438	831 756	41 093	1 252 101
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	23				
Autres	24				
	25	461 438	831 756	41 093	1 252 101
	26	3 918 351	1 700 000	579 671	5 038 680
Dettes en cours de refinancement					
	27	()		()	
	28	3 918 351	1 700 000	579 671	5 038 680

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	54 522	54 466	55 169
Autres	3	75 979	75 902	72 664
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	5 871	5 865	7 362
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	8 042	8 034	7 892
Autres	10	7 353	7 431	6 353
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	350 351	365 752	362 474
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	15 796	15 780	15 651
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	3 112	3 110	3 092
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	521 026	536 340	530 657

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	6,00	40,00	388 311	116 488	504 799
Professionnels	2					
Cols blancs	3	7,57	35,00	264 384	75 933	340 317
Cols bleus	4	12,06	40,00	518 325	142 350	660 675
Policiers	5					
Pompiers	6	1,64	40,00	88 159	7 014	95 173
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	27,27		1 259 179	341 785	1 600 964
Élus	9	7,00		78 929	14 041	92 970
	10	34,27		1 338 108	355 826	1 693 934

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	7 262			7 262
Réseau de distribution de l'eau potable	13		52 252		52 252
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15				
Autres	16	208 629	881 657	1 865	1 092 151
	17	215 891	933 909	1 865	1 151 665

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
Administration générale													
Application de la loi	1	6 242	27		53	6 242	79		105	6 242	131		
Évaluation	2	54 466	28		54	54 466	80		106	54 466	132		
Autres	3	612 370	29	18 673	55	631 043	81	13 950	107	617 093	133	10 846	
	4	673 078	30	18 673	56	691 751	82	13 950	108	677 801	134	10 846	
Sécurité publique													
Police	5	388 603	31		57	388 603	83	25 427	109	363 176	135		
Sécurité incendie	6	166 695	32	55 243	58	221 938	84	6 396	110	215 542	136	15 940	
Sécurité civile	7		33		59		85		111		137		
Autres	8	15 146	34		60	15 146	86		112	15 146	138		
	9	570 444	35	55 243	61	625 687	87	31 823	113	593 864	139	15 940	
Transport													
Réseau routier													
Voirie municipale	10	754 986	36	375 582	62	1 130 568	88	8 865	114	1 121 703	140	61 514	
Enlèvement de la neige	11	507 580	37		63	507 580	89	111 145	115	396 435	141		
Autres	12	33 665	38		64	33 665	90		116	33 665	142		
Transport collectif	13	15 465	39		65	15 465	91		117	15 465	143		
Autres	14		40		66		92		118		144		
	15	1 311 696	41	375 582	67	1 687 278	93	120 010	119	1 567 268	145	61 514	
Hygiène du milieu													
Eau et égout													
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	86 698	42	130 210	68	216 908	94	1 322	120	215 586	146	21 859	
Réseau de distribution de l'eau potable	17	90 718	43		69	90 718	95	18 034	121	72 684	147	617	
Traitement des eaux usées	18	45 334	44	170 832	70	216 166	96		122	216 166	148	581	
Réseaux d'égout	19	37 372	45		71	37 372	97	3 895	123	33 477	149	4 337	
Matières résiduelles													
Déchets domestiques et assimilés	20	277 439	46		72	277 439	98	2 497	124	274 942	150		
Matières recyclables	21	89 950	47	4 860	73	94 810	99	2 421	125	92 389	151		
Autres	22		48		74		100	508	126	(508)	152		
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153		
Protection de l'environnement	24	57 488	50	1 862	76	59 350	102		128	59 350	154		
Autres	25		51		77		103		129		155		
	26	684 999	52	307 764	78	992 763	104	28 677	130	964 086	156	27 394	

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement
			+	=	-		=				
Santé et bien-être											
Logement social	157	15 260	172	187	15 260	202	217	15 260	232		
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233		
Autres	159		174	189		204	219		234		
	160	15 260	175	190	15 260	205	220	15 260	235		
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	204 030	176	24 925	191	228 955	206	221	228 955	236	
Rénovation urbaine	162		177	192		207	222		237		
Promotion et développement économique	163	72 341	178	193	72 341	208	1 541	223	70 800	238	
Autres	164		179	194		209	224		239		
	165	276 371	180	24 925	195	301 296	210	1 541	225	299 755	240
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	481 326	181	63 701	196	545 027	211	35 997	226	509 030	241
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	145 652	182	18 955	197	164 607	212	2 871	227	161 736	242
Autres	168		183	198		213	228		243		
	169	626 978	184	82 656	199	709 634	214	38 868	229	670 766	244
Réseau d'électricité	170		185	200		215	230		245		
	171	4 158 826	186	864 843	201	5 023 669	216	234 869	231	4 788 800	246

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****Non audité**

		2014	2013
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 940 756	575 798
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	1 940 756	575 798

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	589 293	540 698
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	589 293	540 698
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	537 115	135 640
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(32 434)	(55 261)
Activités d'investissement	6	(66 981)	(36 769)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(128 488)	4 986
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	309 212	48 596
Solde à la fin de l'exercice	12	898 505	589 294
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	192 926	262 004
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	192 926	262 004
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(1 867)	(7 509)
Activités d'investissement	17		(56 583)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	128 488	(4 986)
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	126 621	(69 078)
Solde à la fin de l'exercice	22	319 547	192 926
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	593 889	353 681
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	593 889	353 681
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	(5 986)	134 180
Activités d'investissement	27	(8 212)	(165 541)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		271 569
	30	(14 198)	240 208
Solde à la fin de l'exercice	31	579 691	593 889

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	2014	2013
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Mesures transitoires relatives à la TVQ	39 ()	()
Utilisation du fonds général	40 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	41 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()	()
Autres	43 ()	()
	44 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	45 ()	()
Autre financement	46 ()	()
	47 ()	()
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	48	
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	
	50	
Solde à la fin de l'exercice	51 ()	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	52 (18 650)	(133 009)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53	
Solde redressé au début de l'exercice	54 (18 650)	(133 009)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	55 654	385 928
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56	
Excédent de fonctionnement affecté	57	
Réserves financières et fonds réservés	58	(271 569)
	59 654	114 359
Solde à la fin de l'exercice	60 (17 996)	(18 650)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	61 9 767 172	9 809 434
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62	
Solde redressé au début de l'exercice	63 9 767 172	9 809 434
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	64	
Excédent de fonctionnement affecté	65	
Variation résiduelle de l'exercice	66 746 248	(42 262)
Solde à la fin de l'exercice	67 10 513 420	9 767 172

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>200 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>200 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>200 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier		Redressement aux exercices antérieurs (note 20)		Règlements d'emprunt fermés Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement		Utilisation de l'exercice		Transferts		Solde au 31 décembre
Montant non réservé	1	279 986	2		3	4		5	275 788	6		7	4 198
Montant réservé pour le service de la dette	8		9		10	11		12	13		14		
	15	279 986	16		17	18		19	275 788	20		21	4 198

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 6 □ 4 □ 6 □ 3 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 6 □ 4 □ 6 □ 3 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 2 □ 5 □ 4 □ 2 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 1 , □ 2 □ 5 □ 4 □ 2 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 6 □ 4 □ 6 □ 3 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ 0 , □ 0 □ 2 □ 7 □ 2 \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ 0 , □ 0 □ 9 □ 2 □ 8 \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

Eau	1	2 | 1 | 7	, | 0 | 0 \$
Égout	2	1 | 7 | 7	, | 0 | 0 \$
Eau et égout	3	| | |	, | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | |	, | | | \$
Matières résiduelles	5	1 | 4 | 1	, | 0 | 0 \$

Par unité de logement**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
SQAE SECTEURS DESSERVIS	,0196	1	
SQAE SECTEURS NON-DESSERVIS	,0016	1	
REGL. 2002-60 SECTEUR FRAMBOISIER	,1693	1	
REGL. 2002-60 SECTEUR FRAMBOISIER	198,8900	4	
REGL. 2004-90 LIGNE ÉLECTRIQUE	113,0000	4	
REGL. 114 SECTEURS DESSERVIS	,0077	1	
REGL. 114 SECTEURS DESSERVIS	34,5800	4	
REGL. 114 SECTEURS NON-DESSERVIS	,0035	1	
REGL. 115 SECTEURS DESSERVIS	,0099	1	
REGL. 115 SECTEURS DESSERVIS	29,6100	4	
REGL. 2005-106 SECTEURS DESSERVIS	,0056	1	
REGL. 2005-106 SECTEURS DESSERVIS	24,9400	4	
REGL. 2005-106 SECTEURS NON-DESSEI	,0026	1	
REGL. 2011-206 RIVE-OUEST LAC-LABELL	476,9400	4	
REGL. 2012-214 SECTEURS DESSERVIS	,0003	1	
REGL. 2012-214 SECTEURS DESSERVIS	1,3900	4	
REGL. 2012-214 SECTEURS NON-DESSEI	,0001	1	
ENVIRONNEMENT	16,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9	13 878 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10	17 000 \$	
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	\$	
b) autres formes d'aide	14	\$	
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	6 304 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	\$	
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	4 000	22 <input type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 1, rue du Pont
(no) (rue)

Labelle J0T 1H0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 681-3371
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 686-3820
(ind. rég.) (numéro)

Courriel info@municipalite.labelle.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Claire Coulombe

Téléphone (819) 681-3371
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 686-3820
(ind. rég.) (numéro)

Courriel ccoulombe@municipalite.labelle.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Allard Guilbault Mayer Millaire Richer

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 87, rue de la Gare
(no) (rue)

Labelle J0T 1H0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 686-2033
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 686-2980
(ind. rég.) (numéro)

Courriel c.richer@agmmr.com

Responsable du dossier Caroline Richer, CPA auditeur CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

Labelle _____
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2016
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2014

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Claire Coulombe , atteste que le rapport financier de Labelle pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-04-20 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Labelle consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Labelle détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 1 168 536 \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34 ligne 6 est de ,9895 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-04-21 09:10:03

Date de transmission au Ministère : 2015/04/21

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2014

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier.

Nom : Labelle

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	5 247 017	5 400 198	5 644 151
Investissement	2	1 071 467	933 909	255 392
	3	6 318 484	6 334 107	5 899 543
Charges				
	4	5 251 191	5 165 571	5 607 720
Excédent (déficit) de l'exercice				
	5	1 067 293	1 168 536	291 823
Moins : revenus d'investissement	6 (	1 071 467 ) (	933 909 ) (	255 392)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	(4 174)	234 627	36 431
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	873 839	864 843	839 057
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	436 890 ) (	538 578 ) (	609 834)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	97 400 ) (	64 064 ) (	58 604)
Excédent (déficit) accumulé	12	(335 375)	40 287	(71 410)
Autres éléments de conciliation	13			
	14	4 174	302 488	99 209
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		537 115	135 640

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Actifs financiers			
Débiteurs	1	2 360 862	1 587 138
Autres	2	1 611 390	634 933
	3	3 972 252	2 222 071
Passifs			
Dette à long terme	4	5 038 680	3 918 351
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	1 052 368	519 548
	7	6 091 048	4 437 899
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(2 118 796)	(2 215 828)
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	14 297 837	13 221 924
Autres	10	114 126	118 535
	11	14 411 963	13 340 459
Excédent (déficit) accumulé	12	12 293 167	11 124 631

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	898 505	589 294
Excédent de fonctionnement affecté			
- Égout	14	72 085	48 878
- Eau	15	18 930	17 598
- Budget (projet à venir)	16	223 032	120 950
- Limiteur de portée	17	5 500	5 500
-	18		
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
	23	319 547	192 926
Réserves financières	24	319 286	153 286
Fonds réservés	25	260 405	440 603
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26 ()	(
Financement des investissements en cours	27	(17 996)	(18 650)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	10 513 420	9 767 172
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	12 293 167	11 124 631

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1	4 344 229	4 321 622	4 317 049
Compensations tenant lieu de taxes	2	129 600	131 356	130 423
Quotes-parts	3			
Transferts	4	182 999	217 756	516 731
Services rendus	5	220 389	234 869	134 939
Autres	6	369 800	494 595	545 009
	7	5 247 017	5 400 198	5 644 151
Investissement				
Taxes	8			
Quotes-parts	9			
Transferts	10	1 071 467	933 909	124 566
Autres	11			130 826
	12	1 071 467	933 909	255 392
	13	6 318 484	6 334 107	5 899 543

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale						
Évaluation	1	54 522	54 466		54 466	55 169
Autres	2	736 916	618 612	18 673	637 285	868 253
Sécurité publique						
Police	3	387 682	388 603		388 603	386 206
Sécurité incendie	4	171 487	166 695	55 243	221 938	244 912
Autres	5	18 653	15 146		15 146	15 032
Transport						
Réseau routier	6	1 164 950	1 296 231	375 582	1 671 813	1 777 906
Transport collectif	7	15 395	15 465		15 465	14 245
Autres	8					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	227 935	260 122	301 042	561 164	548 435
Matières résiduelles	10	367 951	367 389	4 860	372 249	384 030
Autres	11	60 871	57 488	1 862	59 350	57 363
Santé et bien-être	12	14 000	15 260		15 260	14 717
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	208 617	204 030	24 925	228 955	219 767
Promotion et développement économique	14	104 184	72 341		72 341	81 729
Autres	15	7 000				
Loisirs et culture	16	706 272	626 978	82 656	709 634	773 956
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	130 917	141 902		141 902	166 000
Amortissement des immobilisations	19	873 839	864 843	(864 843)		
	20	5 251 191	5 165 571		5 165 571	5 607 720

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3